

**L'EXPRESS**.fr

TOUS LES JOURS, TOUTE L'INFO

Afghanistan**"La communauté internationale a commis d'énormes erreurs"**

Par Romain Rosso, mis à jour le 05/08/2008 à 16:16 - publié le 05/08/2008

La France a pris aujourd'hui, pour la deuxième fois, le commandement de la force de l'Otan dans la région de Kaboul (Regional command capital, RCC), en Afghanistan. Sa mission est de transférer, d'ici un an, la responsabilité de la région capitale aux forces de sécurité afghanes. Etienne de Durand, responsable du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (Ifri), répond aux questions de L'Express.fr

Le processus d'"afghanisation" est-il une nécessité pour vaincre les taliban?

Si l'Otan veut parvenir à créer un Etat afghan viable, celui-ci doit prendre à un moment donné des responsabilités. Dans un premier temps, cela entraînera des dysfonctionnements. Rien de plus normal. Il faut bien que cet Etat passe par une phase d'apprentissage. C'est valable pour les individus comme les organisations. Il va de soi que vous ne pouvez pas vous installer dans la durée dans un pays sans la coopération de la population et des élites. Depuis longtemps, les ONG et les agences de développement parlent de *local ownership*: elles ont de plus en plus tendance à embaucher des personnels locaux, afin d'éviter qu'il y ait trop d'expatriés. D'une manière générale, les gens doivent s'approprier le processus politique de développement ou de démocratisation qu'on leur propose. L'afghanisation est donc une idée qui se défend, même si le terme évoque des précédents historiques malheureux, notamment celui de la "vietnamisation", dont l'échec tient autant à la politique américaine qu'au Vietnam lui-même. Quand on regarde des processus de pacification au temps des grandes conquêtes coloniales, il y avait bel et bien, d'une façon ou d'une autre, la cooptation ou le ralliement d'une élite locale ou d'une partie de la population. C'est inévitable.



Ahmad Masood/Reuters

Une femme afghane passe devant des soldats français de l'Otan, dans

une rue de Kaboul.

Est-ce faisable?

Oui, je le pense. Cependant, ce sera un processus long et douloureux. Le pays est très fracturé. La société n'est pas seulement divisée sur le plan ethnique entre Pachtones, Tadjiks, Hazaras et Ouzbèques, comme on le dépeint trop souvent, mais aussi sur le plan politique, entre pachtones par exemple. Trente ans de guerre ont également laissé de nombreuses séquelles. L'Etat connaît des difficultés à fonctionner au niveau central comme au niveau local. Dans le sillage des accords de Bonn, à la fin de 2001, la communauté internationale a ainsi favorisé Etat centralisé, pour éviter la mainmise des seigneurs de guerre ; je ne suis pas sûr que ce choix soit adapté à la réalité afghane. En outre, à tous les niveaux, les personnels ne sont pas bien formés. Ils ne sont pas bien armés pour résister à la corruption. En face, il y a enfin une insurrection organisée, qui a des bases arrières au Pakistan. On ne peut donc la vaincre militairement -sauf à envahir ce pays!- mais seulement la contenir. En définitive, la sortie de la crise revient bien à l'Etat afghan, au sens le plus régulier de ce terme. Il faut que l'Otan concoure à l'émergence d'une armée, d'une police, mais aussi des douanes, d'une justice solide, etc.

Ces corps sont-ils prêts?

La police afghane n'est absolument pas prête. Elle est corrompue et inefficace. A cet égard, la communauté internationale a commis d'énormes erreurs depuis 2002, qu'il s'agisse de la formation ou du recrutement local. Comment voulez-vous qu'ils aillent ensuite arrêter le seigneur de guerre de la région où réside leur famille? Le pays aurait plutôt besoin d'une gendarmerie ou d'une garde civile lourdement armée pour répliquer aux lance-roquettes RPG ou aux kalachnikovs des taliban, des petits seigneurs de guerre ou des trafiquants de drogue locaux. Il y a là un gros effort à fournir, qui prendra entre 5 et 10 ans. Quant à l'armée nationale afghane (ANA), elle s'est beaucoup améliorée. Certes, il reste des taux de désertion importants, mais, la plupart du temps, les soldats repartent simplement dans leur famille et reviennent par la suite. Comme les policiers, ils ne sont pas assez payés. C'est un problème que la communauté internationale doit régler. En réalité, la question de fond n'est pas technique. La difficulté majeure réside dans l'absence d'esprit de corps. Il faut que les soldats adhèrent un minimum à leur Etat et à leur président, mais aussi à leurs régiments. "L'esprit de corps" ne se crée pas du jour au lendemain. Croire que l'on va gagner la guerre en alignant des chiffres importants de soldats formés en quelques mois est une illusion.

Est-ce le bon moment?

La réponse est non. On ne peut pas passer le relais aux Afghans maintenant. Bien sûr, la situation est différente selon les zones. Le nord est plus pacifié que le sud ou l'est, où les combats sont intenses. La région centre de Kaboul est particulière. Elle est verrouillée militairement, et c'est là que les taliban concentrent les attentats. Kaboul est le siège de l'Isaf, la force de l'Otan, et le coeur du pouvoir du président Hamid Karzaï. Elle abrite les services de renseignement, un corps d'armée afghan, etc. Dans les faits, la région est afghanisée depuis un certain temps. Ce serait donc une transition naturelle. De plus, les Occidentaux resteront présents, afin d'épauler le gouvernement. Cependant, je ne voudrais pas qu'avec cet exemple, l'on donne l'impression, en France et en Europe, que l'on va pouvoir prochainement passer la main aux Afghans dans tout le pays. Ce serait un mensonge, car le processus prendra au mieux une dizaine d'années.